

DEPARTEMENT DU VAR
COMMUNE D'ARTIGNOSC SUR VERDON

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU MAIRE
N° 2022-06-026

**OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE D'UNE REMISE ET DE DEUX
CAVES DANS LE CHATEAU D'ARTIGNOSC SUR VERDON**

Le Maire de la commune d'ARTIGNOSC - SUR - VERDON,

Vu, le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu, la délibération du conseil municipal N°2020-12-052, du 04 décembre 2020, portant délégations consenties à Monsieur Serge CONSTANS, Maire d'ARTIGNOSC-SUR-VERDON, par le conseil municipal, dans un souci de favoriser une bonne administration communale ;

Vu, la demande de Monsieur et Madame Patrick BIANCHI afin d'obtenir l'occupation d'une remise et de deux caves dans le château d'ARTIGNOSC SUR VERDON à compter du 1^{er} juin 2022 ;

DECIDE

Article 1 : d'établir une convention d'occupation précaire d'une remise et de deux caves, situées dans le Château à ARTIGNOSC SUR VERDON au profit de Monsieur et Madame BIANCHI Patrick et Catherine, pour une période de 4 mois à compter du 1^{er} juin 2022 et moyennant le paiement d'une redevance mensuelle de 80 euros ;

Article 2 : Madame la secrétaire de mairie est chargée de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera adressée :

- à Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de BRIGNOLES ;
- à Madame le chef du Service de Gestion Comptable de la collectivité ;
- aux intéressés ;

Fait à ARTIGNOSC sur VERDON, le 02 juin 2022

Le Maire, Serge CONSTANS



Accusé de réception

Accusé certifié exécutoire

Réception par le Sous Préfet :

Notification

Affichage :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente délibération et rappelle que conformément aux termes de l'article R.421-1 du code de justice administrative, elle peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de TOULON (5 rue Racine - CS40510 - 83041 TOULON Cedex 9), ou par voie dématérialisée sur l'application informatique « *Télérecours Citoyens* » accessible par le site internet www.telerecours.fr.